

L'ESSENTIEL

L'information simple comme bonjour



Dexia, la désaxée

Thierry Verhoeven

Cahiers > 2013 dans le rétro

Le 1er octobre 2013 | Mise en ligne : **Lydia Magnoni**

Il y a 5 ans, nous avons sauvé de la faillite la banque Dexia. Nous ? C'est-à-dire les citoyens belges et français. En septembre 2008, la France et la Belgique prêtent à Dexia 6,4 milliards d'euros ! Et ce n'est peut-être pas la dernière fois que « nous » allons payer pour une banque.

Découvrez en bas d'article

l'infographie sur le cours de l'action Dexia

et le rapport du LEM et du CNRS sur l'impact de la crise financière sur la dette de la Belgique et le poids très élevé des garanties publiques.

Combien de temps allons-nous encore payer pour ce qui reste de la banque Dexia et ses produits financiers pourris ? Il en reste pour plus de 260 milliards d'euros, pourris ou de toute façon presque invendables. Dexia annonce qu'elle sera en perte au moins jusqu'en 2018. Et pour en finir avec Dexia, son président annonce qu'il faudra attendre... 2076 ! Dopé par la libéralisation des capitaux, le marché unique européen, la perspective de la monnaie unique, le Crédit communal de Belgique et le Crédit local de France fusionnent en 1996. Ils créent la société anonyme DeXia. Les deux banques sont spécialisées dans les prêts aux communes. Le Crédit communal est aussi une grande banque de dépôt. Les dirigeants sont ambitieux. Rien que le nom déjà : DeXia ? Lisez : dextérité, expertise et fiabilité. Sans rire, c'est ce que Dexia veut dire avec, en plus, un grand « X » pour donner le sérieux de la mathématique. Sérieuse DeXia ? Complètement désaxée et tragi-comique, oui !

Dextérité ?

L'argent des épargnants belges déposé dans Dexia Belgique sert à prêter aux collectivités territoriales françaises. Plus largement, Dexia emprunte à court terme sur le marché bancaire et prête à long terme aux pouvoirs locaux. Avec la différence des taux, c'est tout bénéfique pour les actionnaires. Et Dexia acquiert d'autres banques en Belgique et à l'étranger (Pays-Bas, Etats-Unis, Turquie...). En 2000, le bilan du groupe est de 253 milliards d'€. En 2008, il a plus que doublé : 651 milliards d'€ ! Dexia veut devenir la 1ère banque mondiale de prêts aux pouvoirs locaux. Et ça marche ! Jusqu'en 2006... Mais Dexia est un géant avec peu de fonds propres et une politique d'achats très dangereuse.

Expertise ?

En 2006, c'est le début de l'effondrement du marché immobilier aux Etats-Unis. Une filiale américaine de Dexia, FSA est en difficulté. Elle est spécialisée dans les portefeuilles de

prêts notamment immobiliers. Et en février 2008, Dexia doit injecter 500 millions de dollars pour sauver FSA. En juin 2008, elle ouvre encore à FSA une ligne de crédit de 5 milliards d'€ ! Avec l'éclatement de la crise dite des « subprimes », Dexia est au bord de la faillite. Elle a des produits financiers toxiques et elle ne peut plus emprunter à court terme vu le blocage du marché interbancaire. Dexia est un groupe franco-belge. La France et la Belgique sauvent Dexia. On trouve un accord pour recapitaliser Dexia. Il coûte 6,4 milliards d'€ ! La France paie 3 milliards, le Luxembourg, 400 millions (il y a une filiale Dexia-Luxembourg) et la Belgique paie 3 milliards : un milliard de l'Etat fédéral, un milliard des trois Régions et le reste de grands actionnaires de Dexia dont les communes qui versent 500 millions.

Les Etats apportent aussi leurs garanties si Dexia ne peut plus payer ses prêts. Soit 150 milliards. La Belgique garantit plus de 60% de la somme ; la France : 36,5% et le Luxembourg : 3%. Les responsables politiques et bancaires l'affirment : tout va rentrer dans l'ordre, Dexia, relancée, va rééquilibrer ses comptes et avoir des pratiques moins douteuses... Fin 2011, c'est la crise de la dette publique en Grèce et dans d'autres pays d'Europe. Dexia est à nouveau au bord de la faillite. Depuis 2008, elle a toujours ses produits financiers pourris et n'a pas amélioré ses pratiques. En plus, elle a acheté beaucoup de dettes grecques. Dexia avait pour environ 4,5 milliards d'euros de titres grecs... Surtout achetés après 2008 ! La Belgique, la France et le Luxembourg sauvent encore Dexia. Cette fois, on démantèle le groupe.

On sépare ce qui est sain de ce qui est pourri. Ainsi, la Belgique achète Dexia Banque Belgique pour 4 milliards d'euros. Elle s'appelle maintenant Belfius. Ce qui est pourri est mis dans une banque Dexia appelée bad bank . Cette mauvaise banque reçoit les produits financiers toxiques et doit essayer de les revendre... Mais il faut garantir ces produits toxiques. La France garantit 33 milliards, environ 2 % de son PIB. Et la Belgique ? 54,45 milliards d'euros, environ 15% de son Produit intérieur brut (PIB) ! Ces garanties sont des pertes possibles. Et 54,45 milliards, c'est 5 fois plus que toutes les allocations de chômage versées par an en Belgique !

Autre exemple de perte possible. Le seuil Etat fédéral belge achète, le 3 octobre 2008, 112 millions d'actions Dexia pour sauver la banque au prix unitaire d'environ 9€ (1). Le 18 juin 2013, le prix de l'action de ce qui reste du groupe Dexia (de la bad bank) est de 0,03€... Une perte potentielle de presque 10 milliards d'euros ! Et en pertes nettes ? En janvier 2012, le patron du groupe Dexia de 2008 à 2011, Pierre Mariani, a déclaré que le démantèlement de Dexia avait déjà coûté 20 milliards d'euros à la France, au Luxembourg et à la Belgique.

Fiabilité ?

L'affaire Dexia montre, une fois de plus que, sans contrôle, le système financier n'est pas fiable. Et on a supprimé tous les contrôles. La mondialisation de la finance dès début des années 80, l'Acte unique européen en 1986, la perspective d'une monnaie unique dans les années 90, tout cela a dopé les combinaisons financières douteuses en Europe et dans le monde. Et quand il y a crise, c'est toujours le même remède : « il y a eu privatisation des profits mais il y a socialisation des pertes. » Et pour les banquiers qui ont fauté, il y a les parachutes dorés.

Plus grave sans doute, l'affaire Dexia montre le triste état de notre démocratie. Dans les sauvetages de Dexia, le gouvernement français et l'Elysée ont imposé les règles au gouvernement belge. C'est la Belgique et ses contribuables qui paient le plus alors que

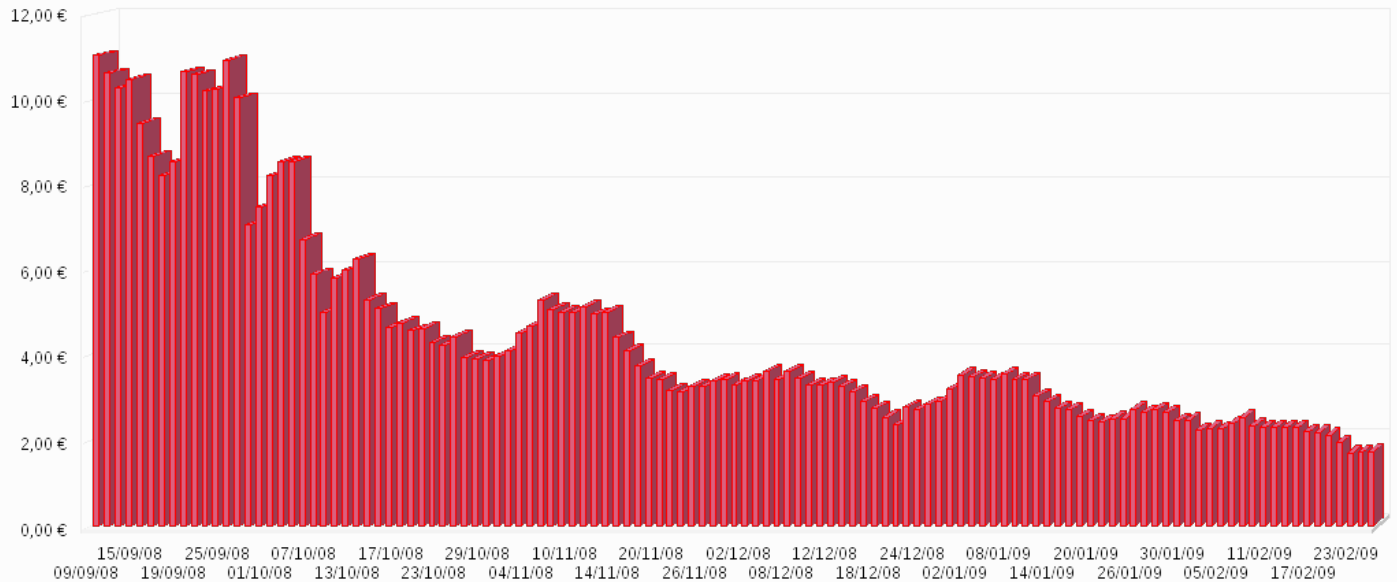
Dexia Belgique était en meilleure santé que Dexia France. Plus grave encore, notre gouvernement belge n'a tenu compte ni du Parlement ni des Régions ni des communes pour prendre les décisions. Privatisation des profits, socialisation des pertes et démocratie en perte !

Le cours de l'action Dexia

source Wikipedia

COURS DE L'ACTION DEXIA

(Évolution du 9/9/08
au 25/2/09)



P.-S.

(1) [le rapport du LEM et du CNRS sur l'impact de la crise financière sur la dette de la Belgique et le poids très élevé des garanties publiques.](#)

(Eric Dor de IESEG School of Management (LEM-CNRS))
